

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT)



Bureau internationale du Travail

Le Bureau international du Travail est le secrétariat permanent de l'Organisation internationale du Travail. Il sert de quartier général à l'ensemble des activités de l'Organisation qu'il met en œuvre sous le contrôle du Conseil d'administration et sous l'autorité du Directeur général.

Le Bureau emploie quelque 2 700 fonctionnaires de plus de 150 pays au Siège à Genève et dans 40 bureaux dans le monde. Parmi eux, environ 900 dans le cadre de programmes et projets de coopération technique.

Le Bureau comprend aussi un centre de documentation et de recherche, ainsi qu'une imprimerie qui publie de multiples études spécialisées, rapports et revues.

Le Traité de Versailles de 1919 lie la recherche de la « justice sociale » à la garantie de « la paix entre les nations ». L'Organisation Internationale du Travail (OIT) doit incarner cet idéal et assurer le développement d'une législation sociale internationale. Son système tripartite de représentation en fait un lieu particulier de rencontres entre ouvriers, patrons et gouvernements. Au sein de la Société des Nations (SDN), l'OIT ne traite pas directement des questions économiques.

Cependant la réussite du processus législatif nouveau qu'elle promeut dépend de l'évolution de l'organisation industrielle dans les différents pays. Le socialiste Albert Thomas, le premier directeur du Bureau International du Travail (BIT), a été, comme ministre de l'Armement, un des coordinateurs de la mobilisation industrielle française. Il souhaite que le Bureau puisse étudier les formes de modernisation de la production afin d'en évaluer les conséquences et en envisager la régulation.

Le BIT prépare les conférences internationales du travail et suit la ratification de conventions internationales. Il doit étudier et faciliter les échanges internationaux concernant les politiques sociales. Son directeur applique une politique contrôlée par son conseil d'administration. Sa marge de manœuvre est donc limitée. Albert Thomas s'appuie sur des experts en matière d'« organisation scientifique du travail », de « rationalisation économique » afin de développer les compétences du BIT.

Le soutien d'une fondation américaine, le Twentieth Century Fund, permet aussi la création à Genève, sous le patronage du BIT, d'un Institut international d'organisation scientifique du travail (IOST).

L'étude de ce lien transatlantique montre l'importance de la mobilisation de ces ressources extérieures dans les négociations au sein de la SDN.